

SC COOPERATION

Nouvelle-Aquitaine

Réseau Régional Multi-Acteurs
pour la Coopération et la Solidarité
Internationales

DOSSIER

PARTENARIATS AFRIQUE - FRANCE : LES TERRITOIRES S'ENGAGENT !

ALAIN MABANCKOU

« L'âme d'une ville
est du côté de l'Art »

INFOGRAPHIE

Villes et
communautés durables

PAROLE AUX ACTEURS
de Nouvelle-Aquitaine

SOMMAIRE



« L'âme d'une ville est du côté de l'Art »

Alain Mabanckou

P.14



Villes et territoires durables en Afrique

Dossier

P.8



le tous, en partimes et des personnes âgées, des handicapées, des verts et des sûrs.

Villes et communautés durables

Infographie

P.18



Parole aux Acteurs de Nouvelle-Aquitaine

P.22



Les partenariats multi-acteurs Afrique-Nouvelle-Aquitaine pour les ODD

Cartographie

P.26

SO COOPÉRATION #1 - PARTENARIATS AFRIQUE - FRANCE : LES TERRITOIRES S'ENGAGENT !

Comité de rédaction Centraider, So Coopération, Réseau Bretagne Solidaire, Horizons Solidaires • **Contributeurs** Armelle Choplin, Cités Unies France, Xavier Crépin, Martin Lozivit, Alain Mabanckou, La Voûte Nubienne • **Crédits photographiques** Merci aux contributeurs de cette revue pour leurs photographies, Licence Creative Commons Flickr, Freepik.com, Pixabay.com, Unsplash.com, Shutterstock.com • **Remerciements** Alain Mabanckou, Xavier Crépin • **Elaboration de la revue** Equipe de Centraider, So Coopération, Réseau Bretagne Solidaire, Pays de la Loire Coopération Internationale, Lianes Coopération, Horizons Solidaires • **Coordination et création graphique** Guillaume Guetreau et Kodjo ASSIGBE • **Visuel de couverture** shutterstock.com • **Contact** contact@socooperation.org • **SO COOPERATION** est une association loi 1901 soutenue par la région Nouvelle-Aquitaine et le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères • www.socooperation.org

Une initiative soutenue par





Qui dit défis mondiaux dit échanges et partage d'expérience

Avec cette revue, SO Coopération tend à mettre en lumière les dynamiques présentes au sein de la région Nouvelle-Aquitaine: des dynamiques menées par les collectivités territoriales, les établissements universitaires, scolaires et de formation professionnelle, les instituts de recherche, les associations ou encore les entreprises de ce territoire riche en innovations et en échanges.

La Nouvelle-Aquitaine regorge d'acteurs très divers mais tous volontaires pour participer à la réalisation des objectifs de développement durable et répondre aux défis mondiaux auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés.

Qui dit défis mondiaux dit échanges et partage d'expériences, aussi bien sur le territoire néo-aquitain qu'à l'international, avec la mise en place de coopérations notamment entre la

Nouvelle-Aquitaine et le continent africain. C'est à travers ces coopérations qu'émergent aujourd'hui des multitudes d'actions, d'innovations, en définitive de solutions pour demain.

SO Coopération, en tant que Réseau Régional Multi-Acteurs, accompagne ces acteurs désirant prendre part à cette collaboration entre territoires africains et néo-aquitains. C'est à travers les engagements des uns et des autres, à la convergence de leurs actions et au renouvellement des approches que les relations se maintiennent et sont sources de découvertes et d'avancées utiles pour tous en Afrique comme en France et plus spécialement en Nouvelle-Aquitaine.

Cette revue nous permettra ainsi d'avoir un tableau de ces relations et de rendre compte de l'implication forte des acteurs de notre territoire avec nos partenaires d'Afrique pour donner, dans un monde bousculé, un sens à ce qui pour nous essentiel, la solidarité internationale.

Jean du Bois de GAUDUSSON > Président, SO Coopération

La crise sanitaire mondiale que nous traversons illustre à quel point les territoires sont en première ligne face aux défis globaux. C'est aussi la preuve que la coopération entre les territoires français et africains a un rôle incontournable à jouer dans le partage de solutions concrètes et adaptées aux réalités locales. C'est le sens du travail conduit depuis plusieurs années par Bordeaux pour devenir la ville pionnière d'une relation renouvelée avec l'Afrique. Forts des liens humains, culturels, économiques, universitaires qui nous unissent, nous développons des projets de coopération innovants fondés sur la mobilisation et la co-construction avec les acteurs de notre territoire et les sociétés civiles africaines, notamment dans le cadre des « JNDA », Journées Nationales des Diasporas Africaines.

Je suis persuadé que les villes ont un rôle de catalyseur à jouer pour déployer de véritables coalitions territoriales, créatrices de valeur partagée. Dans cette perspective, Bordeaux et sa Métropole restent fortement mobilisés pour coorganiser le 28ème Sommet Afrique France. À partir de l'exemple bordelais et grâce à la mobilisation d'un maximum d'acteurs locaux et de nos partenaires de l'Association Internationale des Maires Francophones et de Cités Unies France, nous souhaitons démontrer le rôle des territoires dans le développement de nouveaux partenariats entre l'Afrique et la France.



La coopération entre les territoires français et africains a un rôle incontournable à jouer dans le partage de solutions concrètes et adaptées aux réalités locales.

Pierre De Gaétan Njikam Mouliom

> Adjoint au maire chargé des partenariats avec l'Afrique, et de la francophonie, Bordeaux

VILLES ET TERRITOIRES DURABLES EN AFRIQUE

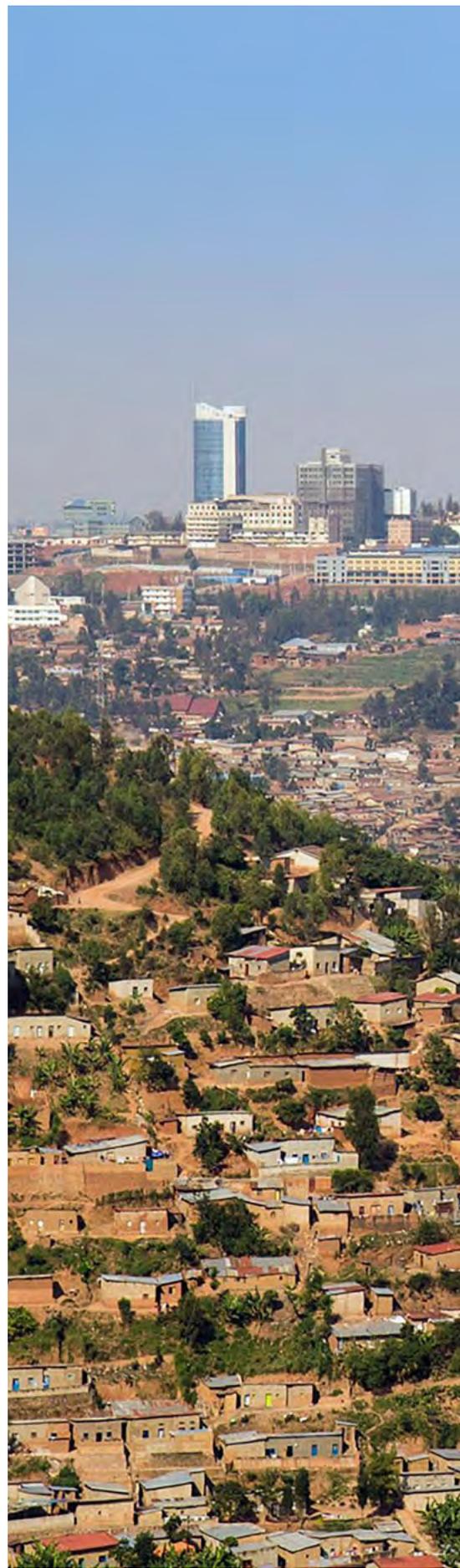


Photo : Kigali au Rwanda / Istock by Getty Images



Photo :
Les frères
Moussala



INTERVIEW

ALAIN MABANCKOU

« L'ÂME D'UNE
VILLE EST DU
CÔTÉ DE L'ART »

> Alain Mabanckou

Alain Mabanckou est un romancier, poète, né au Congo-Brazzaville en 1966. Après avoir vécu en France pendant une quinzaine d'années, il réside maintenant aux Etats-Unis où il fut d'abord invité comme écrivain en résidence en 2002. Il est professeur de « Creative Writing » et de littérature francophone à l'université du Michigan-Ann Arbor. Il est l'auteur de plusieurs romans et recueils de poèmes, ainsi que de nouvelles. Il a reçu en 1995 le prix de la Société des Poètes Français ; en 1998 le Grand Prix littéraire de l'Afrique noire. Verre Cassé, roman paru au Seuil en janvier 2005, a été finaliste du prix Renaudot 2005, et Mémoires de porc-épic, paru au Seuil en 2006, a reçu le Prix Renaudot 2006.

Quels sont les enjeux des villes africaines ?

Aujourd'hui, nous voyons avec les différentes mutations urbaines qui s'opèrent, des problématiques qui s'accroissent. De temps en temps, on parle de problèmes architecturaux, de problèmes des écoulements d'eau en Afrique, de problèmes de développement urbains en général. Mais, la ville a aujourd'hui quelque chose de plus tragique : c'est l'accroissement des marginaux. Les grandes villes deviennent le lieu où l'on découvre avec désespoir ceux qui ont été marginalisés dans l'existence, que ce soient les sans-abris, les mendiants... On le voit en Europe, mais aussi de plus en plus en Afrique où la situation économique a fait que la ville, devenant plus attractive, a créé des marginaux. Pourtant, le cœur de l'Afrique demain ça sera cette ville qui ne doit pas être pensée seulement sous l'aspect occidental. Il manquerait aux villes africaines une certaine autonomie identitaire pour que n'importe quel Africain puisse ne pas regretter le sens de l'hospitalité qu'il avait dans la campagne.

Quel est votre opinion sur l'aide au développement ?

L'aide au développement pose des questions aujourd'hui, je pense qu'elle ne doit pas être une façon pour le Nord de pouvoir perpétuer la dépendance du Sud. Lorsqu'elle arrive, elle ne doit pas être utilisée à d'autres fins. C'est contre le détournement de l'aide au développement que je m'insurge. Et en même temps, je ne voudrais pas que les pays africains soient tributaires de l'aide au développement, car si tous les jours on vous aide vous n'allez pas vous en sortir, il faudrait que l'on vous apprenne à pêcher au lieu de vous donner du poisson. Le moment est venu de croiser l'utopie portée par ces belles personnes avec la nécessité de vouloir fonder une autre manière de penser notre planète.

En quoi les actions culturelles et artistiques peuvent-elles être considérées comme des solutions

au développement durable ?

Je pense que la Culture et l'art sont à la fois le sel et l'huile du développement de la ville. Une ville qui est incarnée par l'Art est une ville qui est pensée de manière artistique. L'Art donne la possibilité d'inventer le futur, de le tracer. Une ville qui inscrit l'Art dans sa substance est une ville qui est destinée non seulement à célébrer la beauté mais aussi à rendre la vie de ses habitants agréable. On a pensé le plus souvent que ce qu'il manquait à la ville c'était une âme or, l'âme d'une ville, elle, est du côté de l'Art.

D'après vous, comment faut-il représenter les Afriques en France ?

Il faut qu'une place soit accordée à l'Art africain dans les espaces d'exposition européens. Cet Art ne doit plus être vu comme étant de l'exotisme mais comme faisant partie du génie commun parce que l'Afrique au fond n'appartient pas qu'aux Africains. L'Afrique est un patrimoine universel et, à ce titre, il faut qu'elle ait sa place quel que soit le lieu où elle est représentée.

Dans quelle mesure l'éducation artistique et culturelle pourrait-elle être contributive à l'éducation à la citoyenneté mondiale ?

L'éducation artistique contribue fortement à cette éducation mondiale parce que l'Art est un des premiers espaces de liberté. L'Art contribue à dissiper voire à effacer les frontières. Les artistes ont une certaine connivence intellectuelle et créatrice qui fait qu'ils ont l'impression d'habiter dans un même pays.

D'après vous, quels est le rôle et la place des diasporas africaines dans le milieu artistique et culturel en France ?

La diaspora africaine transporte en quelque sorte le génie artistique de l'Afrique à l'extérieur. C'est par la diaspora qu'on mesure la vitalité créatrice d'un continent. Si je pou-

”

Il nous faut des gens qui pensent la ville et il nous faut des gens qui soient heureux d'habiter dans la ville qu'on a pensée pour eux.

vais la caractériser elle serait une galerie mobile d'exposition d'art. C'est comme si je déplaçais le Congo pour l'apporter jusqu'ici afin de montrer à tous que l'Art est mobile et universel.

Un petit mot de fin pour encourager les porteurs de projets innovants qui s'engagent pour une ville durable ici et ailleurs ?

C'est parce qu'ils sont en avance sur l'air du temps qu'ils peuvent faire bouger les choses. Le moment est venu de croiser l'utopie portée par ces belles personnes avec la nécessité de vouloir fonder une autre manière de penser notre planète.

Oeuvres, prix et distinctions

L'Usure des lendemains - Prix de la Société des poètes français, 1995.

Bleu-Blanc-Rouge - Grand prix littéraire d'Afrique noire, 1999.

Verre cassé - Prix RFO du livre, 2005.

Mémoires de porc-épic - Prix Renaudot, Prix de La Rentrée littéraire, Prix Aliénor d'Aquitaine, Prix Créateurs Sans Frontières, 2006.

Grand Prix de littérature Henri-Gal 2012, prix attribué par l'Institut de France et remis sur proposition de l'Académie française pour l'ensemble de l'œuvre.

Prix Prince-Pierre-de-Monaco 2013 pour l'ensemble de l'œuvre, prix attribué par la Principauté de Monaco.

Chevalier de la Légion d'honneur par décret du Président de la République française, 2010.

Officier des Arts et Lettres, 2016.

Photo :
Imprimante 3D à
IrokoLab, Bénin.
/ M. Lozivit.



DOSSIER

LES FABLABS EN AFRIQUE : L'INNOVATION NUMÉRIQUE AU SERVICE D'UNE VILLE DURABLE ?

Armelle CHOPLIN

> Université de Genève (Suisse)

Martin LOZIVIT

> Réseau Bretagne solidaire (RBS)

Armelle CHOPLIN est géographe et urbaniste, professeure à l'Université de Genève (Suisse).
Martin LOZIVIT est géographe, administrateur du Réseau Bretagne Solidaire (RBS). Un article publié initialement sur Metropolitiques.eu, le 20/01/2020.
Travail mené entre 2016 et 2019 dans le cadre du programme de recherche URBACOT (Observatoire des dynamiques urbaines côtières en Afrique de l'Ouest), financé par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD).

Dans un contexte où la smart city se déploie comme projet urbain en Afrique, Armelle Choplin et Martin Lozivit s'interrogent sur le rôle des fablabs dans le devenir des villes. Ils montrent que leur émergence peut être une opportunité pour concevoir une ville africaine frugale, en mobilisant l'ingéniosité des habitants.

Des fablabs dans les villes africaines

Depuis dix ans, de nombreux laboratoires d'innovation numérique (fablab) ont ouvert en Afrique de l'Ouest, sur le modèle des fablabs et tiers-lieux occidentaux, (Bosqué 2015) et du concept lancé à la fin des années 1990 par l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT). Début 2020, le Réseau francophone des fablabs ouest-africains (ReFFAO) comptait 21 fablabs, issus de sept pays d'Afrique de l'Ouest. Ces espaces de démocratisation du numérique sont aujourd'hui des lieux d'échanges, de transmission des savoirs, de formation et d'innovation au cœur des villes africaines. À Nouakchott (Mauritanie), Abidjan (Côte d'Ivoire) où Dakar (Sénégal), ils suscitent un fort intérêt parmi la jeunesse locale en proposant des espaces ouverts à tous, mettant à disposition des machines mutualisées (imprimante 3D, découpe laser, ordinateurs, outils de menuiserie...), à partir desquelles chacun peut fabriquer des objets susceptibles d'améliorer le quotidien des Africains (prothèses, capteurs de qualité de l'air...). Privilégiant le « do it yourself » (DIY), le low-tech « basse technologie », les matériaux locaux et le réemploi, ils permettent l'accès à tous aux nouvelles technologies avec de faibles coûts d'investissement (Radjou et al. 2013 ; Bihoux 2014 ; Haudeville et Le Bas 2016 ; Grimaud et al. 2017 ; Jaglin 2019). Agrégeant de nombreux acteurs de la culture du libre (makers, cartographes d'OpenStreetMap, développeurs, bloggeurs...), des artisans ou simples curieux, ces hommes et ces femmes tentent de proposer des solutions aux enjeux de développement et des

outils (libres et opensource) adaptés aux besoins du continent le plus pauvre et le moins connecté. Au-delà du modèle décrié de la smart-city (Rochet 2018), ils pensent la ville africaine de demain et interrogent le modèle à suivre, davantage frugal que smart, plus ingénieux qu'intelligent.

L'innovation made in Africa

Certains pouvoirs publics, bailleurs internationaux, entreprises de télécommunications ou banques implantées en Afrique appuient ces initiatives et plébiscitent les fablabs, incubateurs et startups africaines du numérique. Ils y voient une vitrine d'émergence et de croissance économiques et d'emplois, notamment pour les jeunes. Pourtant, cet engagement est loin d'être massif. Bien qu'invités à des événements en tant que faire-valoir de l'innovation dans leur pays, les makers africains, parfois appelés leaders du futur, éprouvent de réelles difficultés à trouver des modèles économiques pérennes. Payer la location d'un local, les factures d'eau, d'électricité, le prix élevé de la connexion internet ou du matériel informatique de qualité, voilà le quotidien difficile d'un "bidouilleur" ouest-africain. S'appuyant sur des communautés dynamiques, ces fablabs ouvrent parfois sans local ni matériel, comme le tiers-lieux nomade Minodoo (Lomé, Togo). « Ce qui construit ces lieux, ce ne sont pas les machines, mais le commun », explique Médard Agbayazon, fondateur du BloLab (Cotonou, Bénin) et président du ReFFAO. Mais pour tout projet, il faut penser récupération d'abord... et



Photo :
Fabrication
d'éoliennes Low-
Tech, BloLab,
Bénin. / M.
Lozivit

Pour près d'un milliard de personnes [...] le problème crucial est l'accès à l'électricité.

”

Pour s'équiper et mener leurs projets à vocation sociale, ils se diversifient, deviennent des espaces de coworking, des incubateurs de start-ups et des bars à jus, proposant des formations payantes, notamment en développement web.

faire preuve d'ingéniosité. Pour lutter contre la fracture numérique, ils proposent des ateliers de fabrication de jerry, des ordinateurs construits à partir de matériaux recyclés assemblés dans un bidon en plastique (jerrycan en Anglais). Pour de nombreux enfants et adultes africains, ces ateliers permettent de toucher pour la première fois un clavier ou une souris d'ordinateur, et de démystifier une technologie lointaine. Ils offrent également la possibilité d'équiper en matériel informatique des établissements scolaires ou des associations de quartier qui n'en ont pas les moyens (Choplin, Lozivit, 2019). Cependant, la récupération a ses limites. Les composants tombent régulièrement en panne, ce qui occasionne des surcoûts et contraint les makers à importer des pièces neuves de Chine ou d'Europe. Pour s'équiper et mener leurs projets à vocation sociale, ils se diversifient, deviennent des espaces de coworking, des incubateurs de start-ups et des bars à jus, proposant des formations payantes, notamment en développement web.

Smart ou low-tech : deux visions d'un futur urbain

D'un côté, les fablabs prônent les communs (Leyronas et al. 2018), les initiatives low-tech et une ville ouverte, où tout citoyen-citoyen pourrait participer à l'amélioration de la condition urbaine. De l'autre, la smart city est une vitrine des pouvoirs publics, qui

y voient un gage de compétitivité et le symbole de l'émergence économique de leur pays. Tout semble opposer ces deux modèles, qui proposent deux visions du futur des villes africaines aux conceptions bien différentes de l'utilisation des technologies. Ces villes dites intelligentes fleurissent en Afrique : Hope City à Accra (Ghana), Eko Atlantic City à Lagos (Nigéria) etc. Cependant, ces projets cumulent des critiques, jugés déconnectés des réalités des populations, accentuant les inégalités et les impacts environnementaux et climatiques. Fondateur du Woelab (Lomé, Togo) en 2012, l'architecte togolais Sénamé Koffi Agbodjinou prend le contre-pied de ce modèle hors sol et propose non pas de dessiner des smart cities (et encore moins de les faire dessiner par des individus peu en prise avec les villes en Afrique) mais de former des smart citizens afin de trouver des solutions simples pour répondre aux besoins des populations de manière adaptée. Avec sa plateforme de réflexion « L'Africaine d'Architecture », il développe le « Lomé Hub-Cité », une ville construite avec des matériaux locaux, s'inspirant des modes de fonctionnement des villages et utilisant notamment des technologies low-tech. Face à l'urgence climatique et aux coûts environnementaux de pratiques énergivores, ces low-tech font aujourd'hui l'objet d'un intérêt grandissant, en particulier en ce qui concerne la mobilité et la gestion des déchets (Durand, Cavé, Pierrat, 2019).

Photo :
Fabrication de
jerry, projet MAP
& JERRY (IRD) /
(c) M. Lozivit



Cartographie :
Martin Lozivit,
Source :
OpenStreetMap,
FabLab,
Enquêtes 2017 -
2019



Vers une ville africaine frugale, innovante et en partage ?

Les fablabs sont en train de dessiner une nouvelle carte de l'innovation en Afrique, frugale cette fois, et se démarquant des smart cities. Dans les arrières-cours des fablabs, des jeunes se forment et inventent des manières de penser la ville et le monde, desquels ils sont pleinement acteurs. Devant les difficultés pour acquérir savoirs et équipements, ces initiatives proposent de potentiels outils pour répondre aux enjeux de pauvreté et de développement durable, mais ne sauraient se substituer à l'intervention des autorités pour l'aménagement urbain, la construction d'équipements (hôpitaux, réseaux d'eau, d'électricité...), la gestion des déchets. Le plus grand risque c'est de voir de simples applications numériques se transformer en outils de dépolitisation de l'action publique. Puissent surtout ces initiatives être porteuses d'espoir, en proposant un futur urbain autre, qui fait la promotion d'une ville réellement frugale, innovante et en partage.

Travail mené entre 2016 et 2019 dans le cadre du programme de recherche URBACOT (Observatoire des dynamiques urbaines côtières en Afrique de l'Ouest), financé par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD).

” *Dans les arrières-cours des fablabs, des jeunes se forment et inventent des manières de penser la ville et le monde, desquels ils sont pleinement acteurs.*

Bibliographie

- Bihouix, P. 2014. L'Âge des low tech. Vers une civilisation techniquement soutenable, Paris : Éditions du Seuil.
- Bosqué, C. 2015. « Enquête au cœur des FabLabs, hackerspaces, makerspaces. Le dessin comme outil d'observation », Techniques et Culture, n° 64.
- Choplin, A. et Lozivit, M. 2019. « Mettre un quartier sur la carte : cartographie participative et innovation numérique à Cotonou (Bénin) », Cybergeog : European Journal of Geography.
- Durand, M., Cavé, J. et Pierrat, A. 2019. « Quand le low-tech fait ses preuves : la gestion des déchets dans les pays du Sud », Urbanités, n° 12.
- Grimaud, E., Tastevin, Y. et Vidal, D. 2017. « Low tech, high tech, wild tech. Réinventer la technologie ? », Techniques et Culture, n° 67, p. 12 29.
- Haudeville, B. et Le Bas, C. 2016. « L'innovation frugale, paradigme technologique naissant ou nouveau modèle d'innovation ? », Innovations, vol. 51, n° 3, p. 9 25.
- Jaglin, S. 2019. « Basses technologies et services urbains en Afrique subsaharienne : un low-tech loin de l'écologie », Urbanités, n° 12.
- Leyronas, S., Liotard, I. et Prié, G. 2018. « Des communs informationnels aux communs éducationnels : les fablabs en Afrique francophone », Working Paper 11, Paris : Agence française de développement (AFD).
- Radjou, N., Prabhu, J. et Ahuja, S. 2013. L'Innovation jugaad. Redevenons ingénieurs !, Paris : Diatempo.
- Rochet, C. 2018. Smart Cities. Reality or Fiction, Londres : ISTE - Wiley.



DOSSIER

Photo :
Dar es Salaam,
en Tanzanie /
Unsplash.com

L'HABITAT ABORDABLE ET DÉCENT COMME RÉPONSE DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE À LA CRISE SANITAIRE DANS LES VILLES AFRICAINES

Xavier Crépin > IEP de Rennes

Xavier Crépin, architecte-urbaniste,
professeur associé à l'IEP de Rennes

”

Si le logement accessible en Afrique francophone constitue un secteur essentiel pour construire des villes durables [...] le retard d'investissement dans ce domaine doit être pris en compte.

En janvier 2020, destinés aux professionnels francophones de l'habitat, un module de formation sur le financement du logement abordable en Afrique s'est tenu à Dakar pendant une semaine. Organisé à l'initiative du Centre pour le Financement du Logement Abordable en Afrique, le CAHF, avec l'appui scientifique de l'Institut d'Études Politiques de Rennes et l'organisation sur place par l'Institut Africain de Management, ce cours a vocation à être dispensé au moins une fois par an. Il s'inscrit dans une logique de partenariat ouvert aux acteurs territoriaux d'Afrique au Sud du Sahara et à leurs homologues d'autres pays francophones.

L'objectif du cours est de se focaliser sur la question urgente de l'accès au logement abordable et décent pour les salariés à revenu faible ou moyen, ainsi que pour les populations issues du secteur informel, tout en fournissant une formation adéquate aux secteurs privé et public dans la mise en œuvre de politiques de logement abordable et la création de produits de financement du logement abordable pour desservir le marché francophone.

Au cours de la semaine, vingt-deux participants du Sénégal, de Côte d'Ivoire, du Togo et du Bénin, tous issus de secteurs variés tels que la banque, les fonds d'investissement, la microfinance, le secteur public, ont pris part à la formation.

Le cours a abordé les sujets suivants :

1. Contexte et introduction au logement et au paysage du financement du logement en Afrique de l'Ouest
2. Principaux acteurs et institutions
3. Produits de financement du logement abordable
4. Différents outils pour la production de logement abordable

A cette occasion a été organisée la visite des sites du projet porté par l'ONG UrbanSen avec la fédération sénégalaise des habitants (FSH). Cela a permis de découvrir des initiatives locales en matière de logements très abordables à Dakar. Ce projet bénéficie de l'appui technique d'Urbanmonde et des financements de la coopération décentralisée suisse.

Si le logement accessible en Afrique francophone constitue un secteur essentiel pour construire des villes durables, comme cela est apparu lors de la conférence du réseau Habitat et Francophonie de mars 2019 à Nouakchott, le retard d'investissement dans ce domaine doit être pris en compte. Pour les villes en Afrique francophone,



Photo :
Unsplash.com

”

Le projet de Dakar [...] est donc de créer un circuit court de mobilisation de l'épargne qui facilite la production de logements abordables

cela repose essentiellement sur la mobilisation de l'épargne populaire qui échappe en très grande partie au système bancaire formel. Les principaux freins au développement de ce secteur sont les taux bancaires souvent supérieurs à 10% et le manque de lien et de confiance entre les acteurs de la microfinance et le secteur bancaire.

Le projet de Dakar d'appui à la FSH est donc de créer un circuit court de mobilisation de l'épargne qui facilite la production de logements abordables et décents pour les populations exclues du système classique du logement formel.

Ce projet repose sur quelques principes simples de collecte de l'épargne, de création d'un fonds rotatif, de l'ouverture d'un guichet projet basé sur la demande, d'un accompagnement technique et financier du porteur de projet, et de la formation des maçons missionnés par le bénéficiaire pour la réalisation des travaux. À ce jour 450 logements ont été produits ou rénovés, pour un montant unitaire plafonné à 1.500 euros, avec un financement

sur 20 mois et un différé d'un mois. Le taux de recouvrement est proche de 100%, et les remboursements permettent de rémunérer les collecteurs d'épargne, la fédération sénégalaise des habitants et le fonds rotatif pour un plafond de 5%.

De ce projet on peut retenir quelques principes applicables à d'autres projets de coopération décentralisée :

- L'épargne populaire est nécessaire pour produire du logement abordable et décent correspondant à une grande part de la demande solvable dans ce domaine ;
- Pour être significative et fonder un système de micro-crédit il convient de mettre en place un outil de collecte de cette épargne, fiable et contrôlé par les bénéficiaires ;
- L'amorce du fonds rotatif par une subvention/dotation initiale est nécessaire ;

Photo :
Au Sénégal /
Unsplash.com



Photo :
Unsplash.com



- Le portage du projet doit être assuré par une association locale dont le logement est un volet de l'activité de développement ;
- La technicité est indispensable pour accompagner les bénéficiaires tant dans le montage financier que la réalisation technique de la construction ;
- La disponibilité d'artisans compétents et formés est un facteur de réussite de l'opération ;
- Le rôle des partenaires issus de territoires du Nord se justifie dans la fiabilisation financière et la légitimité politique d'une telle opération.

Dans la période actuelle, comme après tout choc économique, les plus pauvres et vulnérables sont ceux qui sont touchés en premier en Afrique par une crise sanitaire. En l'absence de filet de sécurité et pour éviter un désastre humanitaire notamment dans les villes, il serait nécessaire de mettre en place un plan d'accompagnement qui pourrait cibler un sujet pointé dans les risques aggravants, l'habitat précaire et l'absence d'espaces publics pour compenser la densité des bidonvilles.

Pour la coopération de territoire à territoire, ces programmes ont le triple avantage, de développer

”

Les acteurs fédérés autour d'un réseau régional multi acteurs peuvent apporter leurs compétences et leur expérience pour renforcer ce type de programme en Afrique

des activités génératrices d'emplois et de relancer l'économie, de répondre à une forte demande sociale en coupant l'herbe sous les pieds des fondamentalistes, et d'améliorer les conditions de vie quotidienne des citoyens et leur environnement.

Les acteurs fédérés autour d'un réseau régional multi acteurs peuvent apporter leurs compétences et leur expérience pour renforcer ce type de programme en Afrique, en mobilisant les acteurs de solidarité issus de différentes filières dont celle du bâtiment et de l'enseignement technique et d'autres savoir-faire nécessaires pour assurer leur succès.

Photos :
Chantier VN au
Sénégal / Voûte
Nubienne



DOSSIER

CONSTRUIRE AUTREMENT EN AFRIQUE : LA VOÛTE NUBIENNE, POUR DES ÉCOCONSTRUCTIONS BIOCLIMATIQUES BAS-CARBONE ET DES MÉTIERS À FORTE EMPLOYABILITÉ AU SAHEL

> La Voûte Nubienne

Depuis 2000, l'Association la Voûte Nubienne a lancé le programme « Un Toit + Un Métier + Un Marché ». Par une solution d'habitat bas-carbone économique et intelligente, ce programme répond aux besoins de progrès social (épargne, santé, confort, salubrité) des populations démunies des régions sahéniennes. Après près de 20 ans d'activité et 4000 chantiers ouverts, AVN a fait la preuve des bénéfices de la construction en terre crue « sans bois ni tôle ».

La déforestation et la désertification au Sahel ont entraîné la disparition du bois de brousse et de la paille, utilisés dans les architectures traditionnelles. Le coût élevé et l'inadéquation des matériaux de construction importés, principalement la tôle et le ciment, conduisent à un manque d'habitats décentes et résilients dans de nombreuses régions du Sahel, plongeant des millions de familles dans un cercle vicieux de pauvreté et d'inconfort, renforçant leur vulnérabilité.

S'inspirant d'une technique architecturale ancestrale, le concept technique Voûte Nubienne (VN) est basé sur l'usage de matériaux

locaux et d'une main d'œuvre locale, et permet un confort de vie accru et une capacité de résilience « climat » pour les populations sahéliennes. Il s'impose, face à l'habitat insalubre largement répandu, comme une alternative technique efficace pour répondre aux conséquences du changement climatique et aux événements climatiques extrêmes qui les accompagnent. L'inertie thermique importante des bâtiments VN (offre un niveau de confort intérieur tout en réduisant les besoins énergétiques pour la climatisation), et la faible empreinte carbone de ses composants (due au non usage de bois, de tôle, et de ciment) permettent d'accroître la résilience des habitats et des populations face aux conséquences du changement climatique.

Le marché de l'habitat adapté permet le renforcement des économies familiales et locales, par la transformation des circuits d'achat de matériaux importés en circuits économiques courts à haute intensité de main-d'œuvre. Cette main-d'œuvre provient principalement de jeunes sans emploi et de paysans en zones rurales, en particulier pendant la saison sèche. Le programme de formation dual (sur chantier et en académie) mené par l'Association La Voûte Nubienne et ses partenaires opérationnels de terrain permet donc de favoriser l'employabilité des plus isolés, l'émergence d'une filière verte et croissance du marché VN.

Le concept architectural de la Voûte Nubienne est éprouvé (environ 4 000 chantiers ouverts depuis 20 ans, dont 600 pour la saison 2018-2019, dans plus de 1 200 localités d'Afrique de l'Ouest). Actuellement, ce sont plus de 800 apprentis, maçons, artisans et entrepreneurs en formation/actifs sur le marché de la VN au Burkina Faso, au Mali, au Sénégal, au Bénin et au Ghana.

AVN accompagne la diffusion et le portage du déploiement du marché VN par la mobilisation et la formation d'organisations locales partenaires, un facteur clé pour la transmission de sa méthodologie et l'accélération de la croissance du marché. De plus, par ce renforcement de compétences, AVN contribue à l'amélioration générale

”

Actuellement, ce sont plus de 800 apprentis, maçons, artisans et entrepreneurs en formation/actifs sur le marché de la VN au Burkina Faso, au Mali, au Sénégal, au Bénin et au Ghana.

des pratiques des acteurs du développement, qui intègrent les problématiques de la filière construction dans une approche basée sur le marché.

La méthodologie de déploiement du marché VN bénéficie d'un intérêt croissant de la part de l'ensemble de nombreuses parties prenantes (acteurs institutionnels, collectivités, bailleurs, maçons, clients, maîtres d'ouvrages, etc.) et d'une importante reconnaissance internationale : le programme d'AVN a remporté le World Habitat Awards (ONU Habitat) en 2017.

Les performances thermiques passives et le mode constructif du concept VN génèrent des tonnes d'équivalent carbone (environ 0.8 t eq. CO₂ par m²). Les études ayant produit ces estimations permettent aux clients et maîtres d'ouvrage choisissant le concept VN de s'inscrire dans le négoce des financements de la compensation carbone. Ces financements servent donc des programmes d'in-

citation à l'écoconstruction, et sont ainsi un levier qui devra accélérer le changement d'échelle du programme d'AVN.

Les acteurs du développement des pays du nord sont invités à s'inscrire dans la dynamique du programme en choisissant le concept VN pour les constructions communautaires qu'ils soutiennent, en mobilisant leurs partenaires de terrain dans une diffusion du marché VN sur leurs territoires et en souscrivant, avec leurs compensations carbonées, à des programmes d'incitation à l'écoconstruction.



Pour en savoir plus :
consultez le site > lavoutenubienne.org



VILLES ET COOPÉRATION DURABLE



Assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et assainir les quartiers de taudis.



Favoriser l'établissement de liens économiques, sociaux et environnementaux positifs entre zones urbaines, périurbaines et rurales en renforçant la planification du développement à l'échelle nationale et régionale.



Aider les pays les moins avancés, y compris par une assistance financière et technique, à construire des bâtiments durables et résilients en utilisant des matériaux locaux.



Assurer l'accès de tous, en particulier des femmes et des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées, à des espaces verts et des espaces publics sûrs.



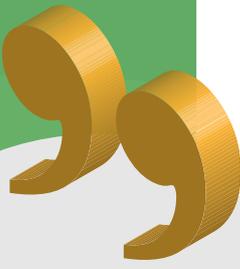
INFOGRAPHIE

Le nombre de personnes vivant dans les villes devant atteindre 5 milliards d'individus d'ici à 2030, il est important que des pratiques efficaces de planification et de gestions urbaines soient mises en place pour faire face aux défis posés par l'urbanisation.

Les défis de l'urbanisation rapide peuvent être surmontés en permettant aux villes de continuer à prospérer et à se développer, tout en optimisant l'utilisation des ressources et en réduisant la pollution et la pauvreté. L'avenir que nous voulons comprend des villes qui offrent à tous de grandes possibilités, grâce à un accès facile aux services de base, à l'énergie, au logement, aux transports et bien plus encore.



Assurer l'accès de tous à des systèmes de transport sûrs, accessibles et viables, à un coût abordable, en améliorant la sécurité routière, notamment en développant les transports publics, une attention particulière devant être accordée aux besoins des personnes en situation vulnérable, des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées..



Renforcer l'urbanisation inclusive et durable pour tous et les capacités de planification et de gestion participatives, intégrées et durables des établissements humains dans tous les pays.



Renforcer les efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial.



Réduire l'impact environnemental négatif des villes par habitant, en accordant une attention particulière à la qualité de l'air et à la gestion, notamment municipale, des déchets.



Réduire considérablement le nombre de personnes tuées et le nombre de personnes touchées par les catastrophes, y compris celles d'origine hydrique, et réduire considérablement le montant des pertes économiques qui sont dues directement à ces catastrophes exprimées en proportion du produit intérieur brut mondial, l'accent étant mis sur la protection des pauvres et des personnes en situation vulnérable.

LES COMMUNAUTÉS DURABLES (ODD 11)

Photo :
Simone
Giovetti /
CUF



DOSSIER

LES COOPÉRATIONS AFRICAINES DES COLLECTIVITÉS, OU L'EXPÉRIMENTATION PARTAGÉE DES NOTIONS DE VILLES ET TERRITOIRES DURABLES

> Cités Unies France



Cités Unies France (CUF) est une association française créée en 1975 qui regroupe des collectivités territoriales françaises engagées dans l'action internationale.

En matière d'action internationale des collectivités territoriales, la recherche de la pérennité et de la durabilité des projets portés dans le cadre des coopérations décentralisées est un objectif ancien. Chaque collectivité qui initie un projet avec un partenaire étranger aspire à ce que ce projet contribue durablement à une amélioration de la qualité de vie de ses habitants.

Mais la notion de « ville et territoire durables », émergente depuis quelques années, marque une nouvelle étape. A l'aune de l'Agenda 2030 et des Objectifs de Développement Durable (ODD), elle engage à penser la durabilité au-delà du projet. Ce sont les territoires qui conçoivent leur organisation et leur fonctionnement de façon à proposer à leurs citoyens et acteurs un cadre de vie renouvelé et un rapport à l'autre partenarial. L'ODD 11, « villes et communautés durables » porte d'ailleurs uniquement sur cet enjeu. L'ensemble des politiques publiques locales sectorielles - la gestion de l'eau, la gestion des transports, la gestion des déchets, l'environnement, l'employabilité des jeunes, les questions liées au logement... - cherche à faire converger autour de cette ambition.

Sur ce sujet, la question de la démarcation entre le « Sud » et le « Nord » se dilue : quel que soit le niveau de son développement, toute collectivité a un chemin de progression à dessiner vers une meilleure durabilité, inclusivité et résilience de ses politiques publiques. Et cette évolution sera d'autant plus forte que les collectivités auront la possibilité de confronter entre elles leurs expériences.

En ce sens, l'action internationale des collectivités territoriales constitue un moyen unique de mettre en commun et renforcer la qualité des pratiques sur cet enjeu.

Consciente de la richesse de l'apport des coopérations internationales des collectivités, Cités Unies France (CUF), le réseau des collectivités territoriales françaises engagées à l'international œuvre depuis plus de 40 ans à un plaidoyer actif en faveur du renforcement de l'engagement international des collectivités.

Récemment, ses activités ont concouru à deux évolutions législatives significatives :

- CUF a contribué avec d'autres acteurs (notamment CODATU...) à faire inscrire dans la future loi d'orientation et de programmation sur le développement solidaire le 1% mobilité
- Elle a, par ailleurs, permis, concernant les subventions liées à des projets internationaux, une dérogation à la Loi de finances qui limitait, pour les 320 plus grandes collectivités territoriales françaises, à 1,2% la hausse du budget de fonctionnement des collectivités territoriales ; cette loi mettait en effet en péril la coopération internationale des collectivités en réduisant drastiquement les budgets qui lui étaient dédiés.

Garantir aux collectivités territoriales un cadre sécurisé d'un point de vue juridique pour leur coopération décentralisée, c'est leur permettre de questionner, avec leurs partenaires étrangers, leurs politiques publiques locales et de s'engager dans des actions de coopération innovantes.

D'un point de vue méthodologique, les collectivités cherchent à mettre en place des mécanismes de co-construction pour être à même de partager la gouvernance, de la rendre inclusive et transparente. La force des collectivités est de pouvoir aborder les sujets liés à la ville et territoire durables, de les expérimenter directement sur leur territoire et de les partager avec leurs partenaires.

” **Face aux enjeux de développements en Afrique, le rôle des collectivités territoriales africaines est majeur.**

D'ores et déjà, des projets portés par des collectivités membres du réseau de Cités Unies France s'inscrivent dans cette évolution.

- Le projet porté par Cités Unies France à Bangui a accompagné la capitale centrafricaine afin qu'elle s'appuie sur ses acteurs locaux pour recouvrer ses ressources domestiques. Aujourd'hui, le projet se déploie autour d'actions pilotes sur le thème de la jeunesse, dans une perspective de contribution à la réconciliation et à la stabilisation.
- Le conseil départemental d'Ile et Vilaine a appuyé son partenaire Mopti au Mali à l'écriture d'un cahier des charges pour la mise en place d'un projet autour de l'éclairage public. La ville de Mopti a ainsi été en capacité d'utiliser sa commande publique pour identifier un prestataire capable de mettre en place un système d'éclairage public, mais aussi d'assurer un service d'entretien du réseau.
- Dans le cadre des activités du programme fédérateur « Accompagner la mise en œuvre du volet décentralisation de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali 2016-2017 », Cités Unies France et plusieurs collectivités françaises ont accueilli en séjour d'immersion, les directeurs de 9 Agences de Développement Régional (ADR). Les échanges entre cadres territoriaux maliens et français ont permis de mieux appréhender le rôle et les réalités de la gouvernance à différentes échelles territoriales.

Face aux enjeux de développements en Afrique, le rôle des collectivités territoriales africaines est majeur. Le renforcement de leurs capacités constitue un axe prioritaire et sous-tend un engagement et une collaboration active de la part de leurs partenaires étrangers. Dans le même temps, ce sont l'ensemble des pratiques et des expérimentations pensées lors de ces échanges entre collectivités qui rendront les villes et les territoires à la pointe du développement durable.

Alors présidents, maires, élus, engagez-vous sur cette question !

PAROLE AUX ACTEURS NÉO-AQUITAINS

ENGAGÉS EN FAVEUR DES VILLES DURABLES

Photo : Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine : Amas de déchets, Ziniaré, Burkina Faso



LA MUTUALISATION : UNE NOUVELLE APPROCHE DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE EN FAVEUR DES VILLES DURABLES

PLASTIC (PLateforme des Actions et de la Sensibilisation au Traitement Individuel et Collectif des déchets)

Article rédigé à partir d'interviews réalisés avec les parties prenantes lors de la réunion du mardi 14 octobre 2019 à Châtellerault

Cet article met en exergue la mutualisation comme approche de la coopération décentralisée entre les territoires africains et français pour répondre aux enjeux de villes durables. Si la mutualisation réinvente les modalités de partenariats, il n'en demeure pas moins que l'Agenda 2030 façonne également les défis communs auxquels les actions publiques internationales doivent contribuer. Cet article tente de relever ces dynamiques à travers l'exploration du projet « Plateforme de Lancement des Actions et

de la Sensibilisation au Traitement Individuel et Collectif des déchets » (PLASTIC). Dans un premier temps, les témoignages des parties prenantes du projet nous permettront de comprendre les implications de la mutualisation sur les relations entre les territoires africains et français. Dans un second temps, nous illustrerons la contribution de ce projet à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Avant de nous atteler aux démonstrations, voici un résumé du projet.

”

Ce projet nous permet de mutualiser nos moyens techniques, humains et financiers pour assainir nos villes...

Le projet PLASTIC en quelques mots : « Ce projet mutualisé rassemble quatre collectivités néo-aquitaines et le comité de jumelage de Chauvigny; la région Nouvelle-Aquitaine, la ville de Châtelleraut cheffe de file, deux syndicats de gestion des déchets qui sont EVOLIS 23 et le SYDED 87. C'est un projet qui s'étend de septembre 2019 à mars 2021, en partenariat avec quatre communes burkinabè qui sont Ziniaré, Banfora, Boussé et Kaya qui est cheffe de file au Burkina Faso. Né de la rencontre des acteurs néo-aquitains dans la dynamique du Groupe pays Nouvelle-Aquitaine Burkina Faso animé par SO Coopération le réseau régional multi-acteurs de la Nouvelle-Aquitaine, le projet vise le renforcement de la gestion communale des déchets dans ces quatre villes burkinabè partenaires » - Marion Leriche, Chargée de mission à SO Coopération.

La mutualisation comme processus innovant dans les projets de coopération décentralisée

La mutualisation ré-invente les modalités de coopération en présentant des avantages pour les acteurs publics, privés et les territoires. Ce nouveau procédé consiste à fédérer les moyens humains, techniques, financiers, en vue d'une meilleure efficacité dans la mise en œuvre du projet. D'un point de vue technique la mutualisation permettra d'exploiter des compétences au sein du projet, de partager des méthodes et pratiques qui bénéficient réciproquement aux parties prenantes. Par exemple dans ce projet les pratiques des collectivités sont partagées comme le souligne Pascal COMPAORE, maire de Ziniaré : « Il faut saluer l'aspect innovant de la mutualisation entre nos collectivités qui du reste partagent les mêmes réalités. Ce projet nous permet de mutualiser nos moyens techniques, humains et financiers pour assainir nos villes, ce qui offre un meilleur cadre de vie aux populations. »

Dans le même élan Jean-Bernard DAMIENS, Président d' Evolis 23 déclare : « Mais je dirais que c'est aussi une opportunité pour nous, syndicat de collecte et de traitement des ordures ménagères en France, d'élargir notre vision pour pouvoir considérer que ces problèmes de déchets sont vraiment internationaux. Sur certains points nos amis burkinabè sont en avance, notamment sur les consciencisations et la communication. Ils ont des avancées que nous ne savons pas faire encore aujourd'hui. Et la mutualisation permettra tous ces échanges. » Les collectivités burkinabè et françaises ont donc l'opportunité d'échanger, de comparer, d'améliorer leurs procédés internes au contact des autres.



Comité de pilotage du 14 octobre 2019 à Châtelleraut

Le Consortium néo-aquitain 	Les coordinateurs du projet 	Les partenaires financiers 
Les Communes burkinabè 	Les partenaires techniques et financiers 	

Nous savons que la mobilisation des financements pour des projets d'envergure n'est pas aisée pour un porteur esseulé. Par conséquent la mutualisation se présente comme le moyen idéal permettant de soutenir de grandes réalisations en termes de budget et de moyens techniques. Au regard des contraintes liées à la raréfaction des ressources financières ou même aux conditions d'accès aux fonds pour de petites entités, cette technique contribue fortement à lever ces barrières. Reconnaisant les mérites de cette démarche, Monique GARNIER Vice-présidente déléguée du jumelage Chauvigny/Banfora déclare : « Notre territoire c'est la petite ville de Chauvigny. Nous avions déjà un petit projet sur la gestion des déchets avec Banfora mais ce projet mutualisé nous donne un plus grand cadre. Tout seul ça n'aurait pas été possible ».

En effet dans le cadre de ce projet PLASTIC il est prévu entre autres des investissements pour le renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale par la formation des services techniques et la mise en œuvre des plans stratégiques de gestion des déchets solides (PSGDS). Et au Maire de Banfora, Aboubacar HEMA de renchérir en ces termes : « Oui la mutualisation est une très bonne chose; les avantages sont immenses par exemple en termes de renforcement des capacités des acteurs et de la gouvernance au niveau de la commune. Nous aurons un PSGDS dans le cadre de ce projet mutualisé...»

Le processus de coopération repose ici sur le principe de participation grâce à l'approche mutualisée, à la co-construction de politiques publiques ou de dynamiques par des entités qui autrement en seraient incapables, au regard de leur statut ou dimension. Ainsi la Région Nouvelle-Aquitaine est partenaire de ce projet qui concerne la question environnementale, l'une des thématiques majeures de sa politique Néo Terra en faveur du développement durable comme le souligne Isabelle BOUDINEAU, Vice-présidente de la Région Nouvelle-Aquitaine: « La Région Nouvelle-Aquitaine a souhaité accompagner ce projet parce qu'il implique la thématique environnementale que nous avons validé à travers notre feuille de route Néo Terra. Tout était réuni pour qu'on soit partenaire d'une telle action solidaire ».

La mutualisation comme vecteur en faveur des ODD

Cette démarche mutualisée est également un levier important pour l'atteinte des ODD spécifiquement l'ODD 11 pour des villes et territoires durables. Les défis de l'urbanisation rapide, tels que l'enlèvement et la gestion en toute sécurité des déchets solides sont mieux relevés avec la mutualisation de ces collectivités visant la réduction de la pollution et donc la durabilité des territoires partenaires. C'est pourquoi Eveline AZIHARI,

vice-présidente en charge du développement durable de Grand Châtelerault rappelle pertinemment : « Les enjeux sont également mondiaux car on sait que les déchets sont globalement responsables d'environ 5% des émissions des gaz à effet de serre. La mutualisation joue donc un grand rôle. »

Pour dire qu'agir sur la gestion de nos déchets, c'est également agir sur la pollution de nos villes. Dans cette dynamique, la mutualisation dans ce projet conduit les acteurs à inscrire au cœur du dispositif des actions de sensibilisation aux enjeux des déchets aussi bien au Burkina Faso qu'en Nouvelle-Aquitaine. Cette approche coïncide bien avec les objectifs de développement durable qui se veulent interconnectés et interdépendants d'où la nécessité d'agir avec cohérence. Renate SCHROFF, 1ère Adjointe de la ville de Herzogenaurach ne manque pas d'ajouter : « Pour donner une durabilité au projet nous avons l'intention de donner ensemble une place importante au tri et à la valorisation des matières recyclables par des actions et la sensibilisation ». Par ailleurs l'urbanisation rapide exerçant une pression sur le système d'évacuation des déchets, le cadre de vie et la santé publique, les quatre territoires burkinabè bénéficiant du renforcement de leur système de gestion des déchets ménagers, améliorant ainsi les conditions sanitaires de vie de leurs citoyens conformément à l'ODD 3 pour la bonne santé et le bien-être. Comme le précise Boukaré OUEDRAOGO, Maire de la ville de Kaya « La mutualisation nous apporte beaucoup, les habitudes vont changer. Le projet mutualisé nous permet d'offrir un meilleur cadre de vie à nos populations. Leur bien-être se trouve préservé ».

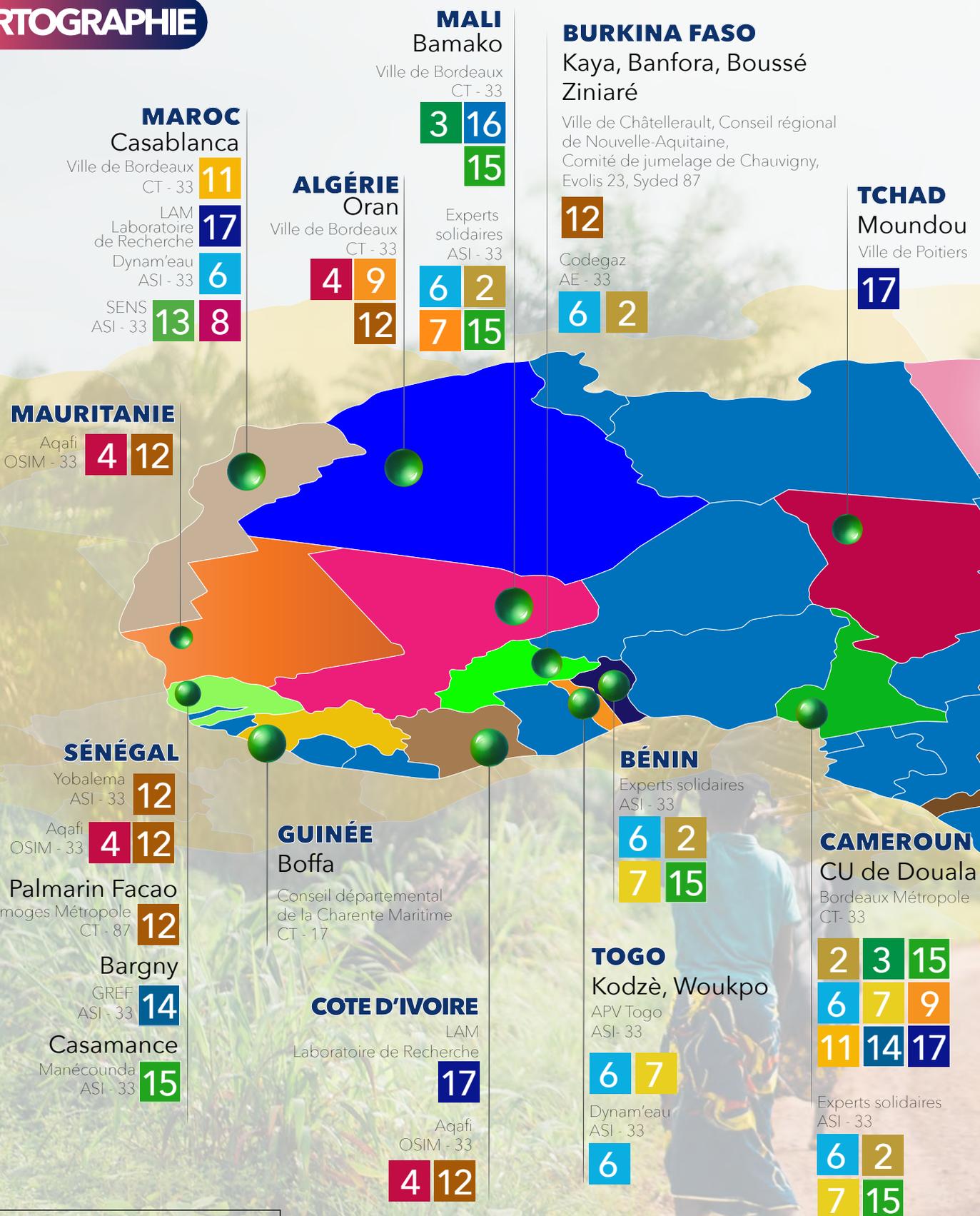
Ainsi donc, la mutualisation comme processus de coopération ou comme vecteur en faveur des ODD offre un large cadre d'actions pour l'atteinte de l'agenda 30 des Nations Unies. Une approche globale à favoriser dans les projets de développement soutenus par les organismes publics et la société civile ?



Photo : PLASTIC

DIFFERENTES CATEGORIES D'ACTEURS ENGAGES EN AFRIQUE

CARTOGRAPHIE



Cette carte ne vise pas à représenter de manière exhaustive tous les projets entrepris par les acteurs



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

17 OBJECTIFS POUR TRANSFORMER NOTRE MONDE



ÉGYPTE

Codegaz
AE - 33

6 2

KÉNYA

LAM
Laboratoire de Recherche

17

MOZAMBIQUE

LAM
Laboratoire de Recherche

17

TANZANIE

LAM
Laboratoire de Recherche

17

RDC

Aqafi
OSIM - 33

12 4

MADAGASCAR

Saovinandriana

6 Ville de Billière
CT - 64

17 LAM
Laboratoire de Recherche

6 2 Experts solidaires
ASI - 33

7 15

6 2 Codegaz
AE - 33

Région Itasy

Conseil régional
de Nouvelle-Aquitaine
CT - 64

17

Village dans la communauté rurale de Gandon situé dans le bassin du fleuve du Sénégal.
Crédit: Joël Marty - AEAG



LES AGENCES DE L'EAU MOBILISÉES POUR UNE GESTION DURABLE DE LA RESSOURCE EN EAU AVEC LES PARTENAIRES AFRICAINS

L'exemple d'Adour-Garonne et du fleuve Sénégal

Dans le cadre de leurs coopérations institutionnelles, les agences de l'eau françaises ont noué des accords de partenariat avec des autorités de gestion des bassins de grands fleuves africains. Ces coopérations visent principalement à renforcer les capacités techniques de ces opérateurs. L'agence de l'eau Adour-Garonne est ainsi un partenaire historique de l'Organisation de Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS).

Initiée en 2003, cette coopération s'est traduite en particulier par un appui à la conception et la mise en place du Comité de Bassin du fleuve Sénégal, ainsi que par l'apport d'expertises pour la formulation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion du fleuve Sénégal. En renouvelant régulièrement leur partenariat, l'OMVS et l'agence de l'eau Adour-Garonne ont infléchi leur programme d'action pour s'adapter aux enjeux, notamment

ceux liés au changement climatique. La convention est aujourd'hui inscrite dans le prolongement du « Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation au changement climatique dans les bassins des fleuves, des lacs et des aquifères » signé par un grand nombre d'organismes de bassin lors de la COP21. Elle se fonde sur deux grands principes : l'importance stratégique d'une gestion rationnelle des ressources en eau dans un contexte de changement climatique d'une part; la nécessité de promouvoir une coopération efficace sur les aspects techniques, financiers, institutionnels et sociaux relatifs à la gestion des ressources en eau, à la lutte contre leur pollution et à la prise en compte du changement climatique d'autre part.

Ces dernières années, les deux partenaires ont développé leurs collaborations, échanges d'expériences et activités communes dans un certain nombre de domaines techniques et institutionnels : un appui sur les thèmes relatifs à la gestion intégrée par bassin versant, l'adaptation au changement climatique, les aménagements hydrauliques, la gestion qualitative des milieux aquatiques, la sensibilisation et l'information du public, la concertation avec les élus et les usagers, la réglementation et les aspects économiques et sociaux des redevances, etc.

”

L'OMVS et l'agence de l'eau Adour-Garonne ont infléchi leur programme d'action pour s'adapter aux enjeux, notamment ceux liés au changement climatique.

Village dans la communauté rurale de Gandon situé dans le bassin du fleuve du Sénégal.
Crédit: Joël Marty - AEAG

L'OMVS, bientôt 40 ans de gestion transfrontalière de l'eau

L'OMVS est depuis mars 1972 l'organisme de coopération interétatique entre la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal pour la gestion des ressources du bassin du fleuve Sénégal et de ses affluents. Elle a pour mission principale de promouvoir, de manière concertée, le développement socio-économique du bassin, partagé sur des bases durables, pour les besoins d'aménagements hydro-agricoles, de production hydro-électrique, de navigation, d'alimentation en eau potable des populations et de préservation de l'environnement.

L'agence de l'eau, promotion et mise en œuvre d'une gestion concertée de l'eau

L'agence de l'eau Adour-Garonne, établissement public de l'État créée en 1968, a pour mission de contribuer, par les aides financières et techniques apportées aux maîtres d'ouvrage et par ses actions de coordination et de concertation, à une gestion partagée et équilibrée des bassins hydrographiques du grand Sud-Ouest. Son comité de bassin, véritable parlement de l'eau, organise la solidarité entre tous les usagers, notamment en adoptant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux.



La volonté des agences de l'eau est de renforcer le lien entre les coopérations institutionnelles qu'elles conduisent et les actions de solidarité qu'elles soutiennent dans les bassins africains. Par leurs aides à la coopération décentralisée (dispositif du 1% de la loi Oudin-Santini), les agences de l'eau mobilisent les collectivités de leurs bassins afin qu'elles développent des partenariats dans ces régions prioritaires. Entre 2013 et 2018, plus de 80% des projets soutenus par les agences de l'eau étaient localisés en Afrique. En adéquation avec la stratégie internationale de la France pour l'eau, ceci permet également de créer des liens forts entre les territoires et de développer des partenariats qui permettent de faire face aux enjeux actuels et à venir dans ce domaine, au travers du partage d'expériences et de savoir-faire.

Lors du One Planet Summit les agences de l'eau se sont par ailleurs engagées à soutenir l'initiative « 100 projets eau et climat pour l'Afrique » soit 20 projets par an incubés sur 5 ans

(2018-2022). Il s'agit d'appuyer les acteurs locaux, partenaires institutionnels des agences de l'eau, au montage de projets d'adaptation aux changements climatiques et de leur faciliter l'accès aux fonds mis à disposition par les bailleurs de la finance climat pour leur mise en œuvre. L'agence Adour-Garonne soutient ainsi deux projets sur le bassin transfrontalier du fleuve Sénégal : la création d'une plateforme web de cartographie des surfaces irriguées et l'élaboration d'un outil d'aide à la décision afin de disposer d'indicateurs de gestion hydrologiques spatialisés fiables, peu coûteux et pérennes.

photo :



COOPÉRATION ET INNOVATION:

Quand des acteurs nous éclairent sur les relations Afrique-France

Cet article met en exergue les dynamiques de partenariats multi-acteurs entre les territoires africains et néo-aquitains. Ainsi, nous avons donné la parole à 7 acteurs : deux collectivités territoriales néo-aquitaines, une collectivité partenaire en Afrique, deux entreprises et deux associations. À travers les 5 questions qui leurs ont été posées, nous tenterons de donner un visage concret aux actions extérieures de notre territoire régional. Avant de révéler leurs réponses, voici une brève présentation de chaque contributeur.

Christophe VERGER

Directeur général des Services de la Ville de Panazol, Délégué à la coopération décentralisée. Vice-président national du Syndicat National des Directeurs Généraux des Collectivités Territoriales (SNDGCT) en charge des relations européennes et internationales. Délégué général de la Fondation Senghor pour la France.

Pierre-Yves RIOUAL

Président de SOLTENA (Réseau des Solutions pour la Transition Écologique en Nouvelle-Aquitaine). Le réseau a pour rôle d'assurer la structuration et le développement économique des filières de la transition écologique et de permettre l'accompagnement des acteurs économiques dans l'amélioration de leurs pratiques environnementales.

Jean-Marie ROUSTIT

Vice-président du Département de la Charente-Maritime. Il est le Président de l'association Charente-Maritime Coopération (CMC) créée afin de mettre en œuvre le programme de coopération décentralisée du Département en Guinée.

et **Me Saïdouba Kissing CAMARA**

Maire de la Commune urbaine de Boffa, en République de Guinée. Il est partenaire du Conseil Départemental de la Charente-Maritime. Ensemble, ils agissent dans le cadre d'une coopération décentralisée, sur le développement économique et social de la commune.

Marie BOVÉ

Au service du groupe français Valorem, spécialisé dans le développement d'unités de production d'énergie renouvelable, elle œuvre pour que "l'économie verte soit au service de l'Homme et du territoire".

Jean-Luc BENGUIGUI

Directeur général de l'Association des Centres d'Animation des Quartiers de Bordeaux (ACAQB) qui regroupe 11 centres d'animation de Bordeaux. A titre bénévole, membre du comité de pilotage du Programme Concerté Pluri-Acteurs (PCPA) Algérie Jussour.

Christian CABRIT

Membre du Bureau de l'association Initiative Développement (ID), Consultant, Auditeur et Formateur en management. ID participe au renforcement de l'autonomie des acteurs pour qu'ils construisent et mettent en œuvre par eux mêmes des réponses aux défis sociaux, environnementaux et économiques de leurs territoires.

De quoi la relation Afrique-France est-elle le nom ?

Nos acteurs qualifient cette relation d'échanges d'expertises, d'ouverture au monde et de réciprocité. Si le Maire de Boffa (Guinée) nous parle de relation "gagnant-gagnant", Jean-Marie ROUSTIT, Vice-Président du Département de la Charente-Maritime, met en avant l'échange entre pairs. C'est ce que Christophe Verger, Directeur général des services de la Ville de Panazol, décrit par le concept de réciprocité. Au cœur de toutes ces conceptions, ces acteurs s'accordent sur le développement local harmonieux, respectueux des cultures, de l'humain et de l'environnement.

Cette vision est complétée par SOLTENA et Valorem. Tous les deux engagent des actions solidaires pour répondre à des enjeux partagés, en Afrique et en France. À travers leurs actions, les populations accèdent aux services essentiels dans le respect de l'Homme et de l'environnement. À côté des soucis d'échanges, de réciprocité et de respect mutuel, Initiative Développement souligne l'importance de la pérennité des résultats de travaux de terrains au bénéfice des populations les plus précaires.

Pour finir, l'ACAQB rajoute un élément de lecture nouveau. Celui des coopérations entre collectivités et associations permettant de développer des coopérations décentralisées fortes d'enrichissements mutuels.

Quel(s) enjeu(x) prioritaire(s) identifiez-vous à l'horizon 2030 ?

Le Département de la Charente-Maritime et le réseau SOLTENA s'accordent sur le partenariat comme mécanisme vecteur de synergies d'acteurs pour atteindre les Objectifs de développement durable.

Pour l'ACAQB, il s'agit de placer la ressource humaine au cœur du dispositif de coopération et d'autonomisation à travers, notamment, la formation, l'émancipation de la femme et le renforcement des capacités locales. Propos appuyés par le Maire de Boffa qui vient ajouter les enjeux de justice et de paix. Jean-Luc Benguigui nous invite à penser ces enjeux de paix et de droits humains en reliant le local et le global grâce aux référentiels communs.

Quant à l'entreprise Valorem, elle précise l'importance de changer notre rapport à l'énergie et ainsi de décentraliser notre mode de production pour plus d'autonomie et de démocratie. L'association ID résume ces propos en précisant que toutes les actions menées s'inscrivent "dans la réponse nécessaire aux enjeux de lutte contre le dérèglement climatique et de préservation de la biodiversité qui impactent d'abord les plus fragiles."

Quelles sont les conditions pour parvenir à des territoires durables?

Les acteurs reviennent sur cette notion de durabilité en y ajoutant celle de la résilience, les territoires doivent avant tout être résilients face aux enjeux climatiques.

Il est important de noter que selon Valorem, le développement durable passe par des initiatives concrètes qui répondent aussi bien aux besoins des populations qu'aux enjeux environnementaux. SOLTENA ajoute à cela une vision durable connectée aux populations et à leurs besoins pour repenser les territoires.

C'est également le message que veulent faire passer le Département de la Charente-Maritime, son partenaire guinéen et la ville de Panazol qui mettent tous les trois la gouvernance au cœur de la notion de territoire durable, expliquant ainsi qu'il faut donner les capacités à chaque citoyen d'agir positivement en faveur de son territoire. ID appuie ces propos précisant que concrètement les ODD sont un modèle partagé autour duquel les actions peuvent s'organiser et être mises en cohérence.

L'ACAQB nous invite, quant à elle, à renforcer le rôle de la jeunesse des quartiers. À ce propos, l'ACAQB suggère que les États et les collectivités territoriales soutiennent davantage les associations qui oeuvrent au quotidien dans les quartiers.



Quels leviers pour un partenariat renouvelé entre nos territoires d'Afrique et de France ?

Pour tous les acteurs, il est nécessaire d'instaurer un dialogue entre nos territoires, de le valoriser et de le penser en terme de réciprocité et d'inclusion. Les entreprises doivent, d'après Valorem, prendre un rôle plus important au côté de la multitude d'acteurs que représente ce dialogue. Elles sont en possession d'atouts considérables, mais qui ne peuvent prendre leurs valeurs que dans l'échange pour co-construire des projets viables et durables. Les réseaux régionaux multi-acteurs représentent un tremplin vers cette collaboration et la mutualisation des savoirs.

D'après les collectivités, le maître mot d'un partenariat renouvelé est la « réciprocité », cela passe par le dialogue, l'échange et le respect mutuel des cultures. La ville de Panazol ajoute que « cette démarche se doit avant tout d'être commune, la mondialisation nous invite à avancer ensemble pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain. ». ID ajoute que pour penser "demain" il faut que nous ayons tous conscience de l'interdépendance dans laquelle nous évoluons aujourd'hui.

Le levier de la temporalité des partenariats est mis en avant par l'ACAQB, qui insiste sur le temps des projets et actions. Il s'agit alors de mettre en oeuvre des projets pluri-acteurs intégrant la montée progressive en compétences.

En Nouvelle-Aquitaine, à l'échelle de nos territoires, comment inviter au dialogue sur l'Afrique ?

Panazol nous rappelle que cette ouverture au monde est un enjeu essentiel de notre génération pour comprendre les nouveaux défis de la mondialisation et le nécessaire rapprochement des peuples dans l'objectif d'aller vers une civilisation de l'universel. Pour ce faire, le Département de la Charente-Maritime et la Mairie de Boffa veulent placer le débat citoyen au cœur de la solution invitant à une approche plus participative.

C'est à travers sa contribution à la dynamique des acteurs de l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale en Nouvelle Aquitaine qu'ID invite, les jeunes notamment, à rentrer en dialogue avec les Afriques pour renforcer la compréhension mutuelle autour d'une vision commune et globale des problèmes auxquels notre monde est confronté. Ce à quoi nous invite l'ACAQB en notant qu'il est nécessaire de fédérer les acteurs à partir du socle de valeurs communes que sont les ODD et de sortir de la logique de travail en silo.

SOLTENA ajoute à cela que le dialogue doit se faire de territoire à territoire pour être porteur de projets durables. Valoriser ces actions permet d'impliquer de nouveaux acteurs, de développer le travail engagé et d'initier de nouveaux partenariats. Valorem ajoute que cette ambition ne peut avoir de réalité qu'en agissant avec les citoyens, les associations, les collectivités et les entreprises de chaque territoire en France et en Afrique.



Unsplash.com



DYNAMIQUES DE JEUNES EN FAVEUR DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE : QUELQUES INITIATIVES SUR LE CONTINENT

Abdoul Aziz Kafando
Co-organisateur et
modérateur du panel
LEJEPAD-Burkina
à l'occasion de la
Journée Internationale
de la Paix
21 septembre 2019

Le potentiel de la jeunesse au service des transformations qualitatives au sein des sociétés n'est plus à démontrer. Les institutions internationales inscrivent de plus en plus la question de la jeunesse dans les agendas car il faut compter avec les jeunes qui démographiquement occupent une place de choix dans le monde. Il existe sur le continent africain des projets initiés par des jeunes ou dédiés aux jeunes qui présentent des atouts importants pour le développement de territoires durables, prospères et pacifiques.

Par exemple, le projet « Do It With Africa » est un projet d'échanges interculturels, d'éducation au développement et à la citoyenneté mondiale et solidaire. Il est porté par deux ONG burkinabè et belge, l'ONG ASMADE et l'ONG DEFI BELGIQUE-AFRIQUE (DBA). Le public cible est constitué de la jeunesse belge et burkinabè notamment les scolaires. Après des mois de préparation avec les jeunes sur leurs territoires, les deux groupes se retrouvent courant Juillet pour des semaines d'activités principalement dans un village burkinabè. Chaque cohorte d'environ 50 jeunes de 15 à 22 ans également répartie aura le challenge de réussir un chantier de reboisement et des immersions socioculturelles. En matière de résultat, le second groupe de la promotion 2014/2015 a planté environ 18027

arbres à Koudougou dans la province du Boulkiemde, région du Centre-Ouest au Burkina Faso. Les mêmes actions se déroulent dans les autres zones d'intervention de l'ONG DBA notamment au Bénin, au Sénégal, au Madagascar, au Maroc et au Rwanda. Ces dernières années un chantier d'assainissement a été expérimenté à Ouagadougou et Koudougou. Ce volet consiste en des opérations de salubrité, la distribution de poubelles aux populations, la sensibilisation à une meilleure gestion des déchets. L'innovation dans ce dispositif repose sur la place accordée à l'interculturalité, le processus participatif et inclusif et la gestion du séjour par des jeunes bénévoles formés.

Par ailleurs au cours de ces échanges les jeunes étudient le phénomène des changements climatiques, les inégalités dans le monde, le changement des modes de consommation et bien d'autres thématiques. Ce qui leur permet de prendre des décisions, de changer individuellement les comportements tels ne plus jeter les sachets plastiques et les garder jusqu'à trouver une poubelle ou encore de sensibiliser les autres. Les bienfaits de ce projet sont également colossaux en termes d'éducation au développement durable via l'initiation des jeunes à la consommation responsable et l'assainissement en faveur de la durabilité des villes.

En outre, d'autres projets comme le Réseau Young African Leadership Initiative (YALI) soutenu par les États-Unis forment des jeunes africains dans les domaines suivants : Civic leadership, business administration, public management. Ces centres régionaux de leadership sont basés au Sénégal, au Ghana, au Nigéria et en Afrique du Sud. Chaque année des milliers de jeunes sont formés en ligne et en hybride. Le YALI contribue fortement à la formation de jeunes leaders africains pour la gouvernance démocratique et stimule également l'employabilité des jeunes. L'avantage est qu'il donne aux jeunes africaines et africains un cadre de rencontre qui débouche sur des dynamiques de réseau comme les associations nationales et régionales des alumni.

C'est le même principe pour le récent programme PAVEU lancé par l'Union Africaine. L'Université panafricaine virtuelle et électronique (PAVEU) est l'un des projets phares de l'Union africaine qui a été proposé pour répondre au besoin de l'Agenda 2030, d'accélérer le développement du capital humain, de la science, de la technologie et de l'innovation en améliorant l'accès à l'enseignement supérieur et à la formation continue en Afrique, en capitalisant sur la révolution numérique et les connaissances mondiales.

Enfin, les conseils municipaux, régionaux et nationaux de la jeunesse en vigueur avec le soutien des gouvernements dans plusieurs pays africains comme le Sénégal, la République Démocratique du Congo, le Niger, le Gabon, le Cameroun, le Mali, le Togo, la Guinée, la Mauritanie, etc. sont des organisations qui facilitent la participation citoyenne des jeunes à la gouvernance et au développement des politiques publiques en matière de jeunesse en tant que partenaires des pouvoirs publics. C'est le cas du Forum National des Jeunes avec le Président de la république, moments de plaidoyer et d'engagement des jeunes au Burkina Faso. L'activité des jeunes dans ces mouvements favorise par exemple leur accès aux financements et concourt à l'atteinte des ODD 16, 8 et 17 relatifs à la paix, aux institutions efficaces, à la croissance économique et aux partenariats.

Ces dynamiques de jeunes peuvent être développées au plan international pour des actions croisées entre territoires africains, européens, asiatiques et américains. Dans cette perspective un groupe de jeunes volontaires réfléchit à un tel projet pour la mise en place d'un collectif international pour la citoyenneté et le développement durable.



Unsplash.com

LAURÉATS APPEL À CONTRIBUTION : LES ACTEURS S'ENGAGENT !

Dans le cadre de sa revue "Afrique-France : Les territoires s'engagent !", SO Coopération a lancé, auprès des acteurs néo-aquitains, un appel à contributions ayant pour objectif de mettre en lumière les manifestations démontrant les liens entre territoires néo-aquitains et territoires africains.

Si avant la crise sanitaire cette rubrique était dédiée à fédérer les acteurs autour du Sommet Afrique-France, il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui, elle vise à donner une idée et une image de la diversité d'initiatives portées par nos acteurs en faveur des liens avec le conti-

nent africain. Le maintien de cette rubrique, malgré l'annulation ou le report de certaines de ces manifestations est une manière, pour SO Coopération, de valoriser les acteurs et le dynamisme territorial. Pour connaître les nouvelles dates de ces manifestations ou pour soutenir les acteurs qui en ont sont à l'initiative, n'hésitez pas à les contacter directement via leurs site web ou réseaux sociaux.

Veillez noter que la manifestation « Les Journées Nationales des Diasporas se déroulant à Bordeaux du 9 au 11 juillet 2020 est maintenue »



du 1er au 5
avril 2020

**CINÉS
D'AFRIQUE
EN VIENNE**

Châtelleraut
Chauvigny
Civray
Ingrandes
Montmorillon
Neuville
Poitiers

Contacts :
06 72 07 04 04 ou 06 82 38 63 98

Association des Jumelages
Coopération de la Vienne



Cinés d'Afrique en Vienne

Association des Jumelages Coopération de la Vienne

Type : Prestations artistiques
Lieu : Salles de cinéma de Poitiers, Châtelleraut, Neuville, Ingrandes, Montmorillon, Chauvigny et Civray, département de la Vienne

**Lauréate – Labellisée :
Appel à projet ECSI de la
Région Nouvelle-Aquitaine**

Projections de films d'Afrique, pour certains primés au FESPACO 2019 et débats accompagnés par une personne ayant un lien avec le film.

Ce festival se distingue par son format unique: Il va à la rencontre du public dans tout le département, notamment dans des communes rurales. Un débat est proposé à l'issue de chaque séance. C'est l'Afrique racontée par les Africains. Le festival ouvre une fenêtre sur une autre culture, en proposant des œuvres méconnues en France et en Europe. Des œuvres qui interrogent et invitent au débat. La marraine cette année est Aïcha Boro.



Exposition «Portraits de Femmes Tchadiennes»

Association Poitiers Moundou

Type : Prestations artistiques
Lieu : Chapelle Saint Louis, Collège Henri IV ; 1, rue Louis Renard 86000 POITIERS

Cette exposition «Portraits de femmes tchadiennes» réalisée par les deux artistes tchadiennes Salsa Khalil et Ache Coelo s'inscrit en faveur de la promotion des droits des femmes, de l'égalité des genres, de la lutte contre les discriminations et les violences faites aux femmes et pour leur inclusion sociale, économique, politique, scolaire et éducative. Dans le cadre de ce projet, des femmes tchadiennes de tous horizons socio-professionnels et originaires de toutes les régions du pays, ont été prises en photo sous le format d'un portrait. Les photos sont accompagnées d'un narratif relatant le parcours personnel ou professionnel de la femme mise à l'honneur.

Dans le cadre des trente ans du jumelage coopération entre les villes de Poitiers et Moundou (Tchad) en 2019, l'Ambassade de France à N'Djaména nous a confié l'exposition «Portraits de Femmes Tchadiennes». Celle-ci a été mise à l'honneur à l'occasion des Premières Assises Sahéliennes des Coopérations Décentralisées les 10 et 11 octobre 2019 au Palais des Congrès du Futuroscope. Cette exposition est et sera présentée en d'autres lieux.

ASSOENCORE

29-30 MAI 2020

FORUM KANIAN

FORUM POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOLIDAIRE DES FEMMES

HÔTEL DE RÉGION BORDEAUX

LABELLISÉ SOMMET AFRIQUE-FRANCE 2020

FORUM KANIAN

ASSOENCORE

Type : Rencontres
Lieu : Hôtel de Région Bordeaux / 14 Rue François de Sourdis, 33000 Bordeaux



Dans la dynamique du 28ème Sommet Afrique-France 2020 sur la thématique de la «Ville durable», ASSOENCORE lance la première édition de son forum annuel « Ose ton génie développe ton leadership ». Mettre en lien, les femmes d'Afrique et celles de la Région autour de 4 thématiques fortes pour leur autonomisation : L'entrepreneuriat - la coopération - la solidarité internationale - le renforcement des capacités.



Le ciel s'éloigne des sables

Bab'Arts

Type : Prestations artistiques -
exposition- performance-
atelier

Lieu : 9 rue Beaubadat
33000 Bordeaux



La manifestation « Le ciel s'éloigne des sables » sera un temps d'échanges, d'ateliers et d'expositions-performances sur les thématiques liées au corps des femmes. Comment les femmes se réapproprient leurs corps, le soignent, en parlent. Quelles recettes et quels conseils se transmettent dans les temps de non-mixité, en France comme au Maroc. C'est à la suite d'une résidence d'artiste pendant laquelle l'artiste franco-marocaine Yaya Bela, partira à la rencontre de femmes marocaines, que prend racine « Le ciel s'éloigne des sables ».

**ANNE-MARIE NÉDÉLEC
BAMADOU ET IBRAHIM TRAORÉ**

24310 BRANTÔME



ANCIEN RÉFECTOIRE
DES MOINES
ABBAYE DE BRANTÔME
10H-13H ET 15H-18H



Exposition «D'ici et d'ailleurs»

**ASSOCIATION SIDJIMAYA
CULTURE**

Type : Prestations artistiques -
Exposition de peintures
et sculptures

Lieu : Ancien Réfectoire des
Moines - Abbaye de
Brantôme - 24310 Bran-
tôme



Exposition des aquarelles d'Anne-Marie Nédélec, Région Nouvelle-Aquitaine et des sculptures en bronze de l'Atelier Bolonda de Bobo Dioulasso au Burkina Faso - Bamadou et Ibrahim Traoré - Partenariat entre l'association SIDJIMAYA CULTURE et LONISIRA Art et Culture du Faso, pour le développement solidaire en faveur des artistes.



Rencontre #25 : Devenir citoyen après l'apartheid ?

Association : Forum urbain

Type : rencontres

Lieu : Musée d'Aquitaine, 20 Cours Pasteur, 33000 Bordeaux (accès tram B, arrêt «Musée d'Aquitaine»)

Date et horaire : mardi 2 juin 2020, de 18h à 19h30

Le Forum urbain et l'Institut des Afriques vous invitent à partir à la découverte de la métropole du Cap (Afrique du Sud) à travers le regard des habitants qui se mobilisent pour améliorer leur cadre de vie, et réinventent ainsi la citoyenneté qui leur

a été longtemps déniée. Rencontre autour de la géographe Chloé Buire, chargée de recherche au CNRS (LAM et IFAS) et de son ouvrage «Citadins-citoyens au Cap. Espace et justice après l'apartheid».

Africa Is Calling You

COSIM

Type : rencontres - Événements public et bootcamp

Lieu : Bordeaux Métropole



1 SEMAINE D'ÉVÉNEMENTS DÉDIÉS À L'AFRIQUE pour sensibiliser et mobiliser tous les publics, étudiants, entrepreneurs, enseignants, journalistes, experts, grand public, familles, acteurs culturels et artis-

tiques, etc. dans des lieux emblématiques. #AICY Bordeaux débutera par le World Impact Summit avec Solyend et se conclura par le Colloque de Diasporas africaines avec la Chaire de Sciences-Po Bordeaux.





«LE VILLAGE DE LA PAIX»

Journée Internationale du Vivre Ensemble en Paix (sous l'égide de l'ONU)

Type : rencontres – Conférences, débats, concert, manifestations sportives, stands associatifs, ateliers

Lieu : Quai des Sports - Promenade du Dr. Martin LUTHER KING SAINT-MICHEL - BORDEAUX

Les membres du Collectif sont convaincus que Vivre Ensemble en Paix et Agir Ensemble dans la Paix, est la seule alternative qui reste à nos sociétés pour relever les défis d'un avenir commun, construit autour d'une vision qui remet au centre l'environnement et l'humain. Telles sont les valeurs que nous souhaitons faire

partager et faire vivre le 23 mai 2020, dans le cadre du VILLAGE DE LA PAIX, dans sa deuxième édition. le Collectif JIVEP Bordeaux & Métropole est partenaire dans son action pour la célébration de cette Journée Internationale du vivre Ensemble en Paix.



Concert de la Bordeaux Mass Choir

Association CITADEL

Type : Prestations artistiques - concert

Lieu : Salle de la Pergola rue Fernand Cazères 33200 Bordeaux

La Bordeaux Mass Choir, chœurs Gospel d'une vingtaine de choristes, présente un répertoire aux couleurs africaines pour soutenir son initiative: lever des fonds pour l'accès à l'eau potable à Madagascar.

LES ORCHIDÉES ROUGES EN SCÈNE

Association les orchidées rouges

Type : rencontres - LECTURE
THÉÂTRALE

Lieu : 3 rue de la bêche à Bor-
deaux

Date : 27 juin de 14H30 à 19H00



Des bénéficiaires de notre association ont écrit lors des ateliers d'écriture et de théâtre leur histoire et leur volonté d'avancer. Elles viennent de la Guinée, du Nigeria, du Sénégal... Elles ont survécu à l'excision, elles ont fui les mariages forcés et d'autres vio-

lences. Ensemble, elles ont écrit leurs souffrances mais aussi leurs rêves et leurs joies de femmes. Elles lisent à voix haute et fière des fragments de leurs récits de vie dans un mouvement polyphonique alternant dénonciation et poésie.

Journées nationales des diasporas africaines (JNDA)

Ville de Bordeaux

Type : rencontres

Lieu : Hôtel de ville / place Pey
Berland - BORDEAUX

Date et horaire : les 9, 10 et 11
juillet 2020



la Ville de Bordeaux organise la 7ème édition des Journées nationales des diasporas africaines (JNDA) placée sous le haut patronage du Président de la République. Cet événement a pour objectif (à partir de Bordeaux, ville de référence d'une relation étroite entre la France et l'Afrique) de mobiliser les acteurs majeurs des diasporas africaines, au plan local et au niveau national, pour promouvoir la « dimension africaine » de la société et de la citoyenneté françaises. Il vise à renforcer les liens culturels, économiques et humains, autour des talents de la diaspora africaine en France et leur apport à la vie sociale, culturelle, politique et économique.

Ouverte à tous, la manifestation propose des rencontres, débats, concerts, avec des centaines de participants de France et d'Afrique, aux côtés de personnalités artistiques, politiques et économiques.

SO COOPERATION

Nouvelle-Aquitaine

SO Coopération est le Réseau Régional Multi-Acteurs (RRMA) pour la coopération et la solidarité internationales de Nouvelle-Aquitaine.

Nous travaillons à l'**identification** de tous les acteurs qui sont engagés à l'international en Nouvelle-Aquitaine. Cette base de données nous permet de mieux vous **informer** sur les dynamiques de votre territoire et sur vos besoins (appel à projets, événements, etc).

Clé de vôûte de nos activités, l'**accompagnement des projets**, qu'il se fasse au travers de formations généralistes et spécifiques, ou encore

via des rdv individualisés, est entièrement construit autour d'une approche qualité (renforcement de capacité, expertise sectorielle etc).

Cette centralité de «l'approche projet» dans vos initiatives, nous amène à organiser autour une **dynamique de réseau** qui tend à répondre plus largement à vos besoins et demandes en matière *d'engagement, d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, de mobilité, de financement, d'échanges thématiques (eau, énergie, santé...) ou encore géographiques (via les groupe-pays notamment).*

UNE ÉQUIPE DÉVOUÉE: À VOTRE SERVICE !

SO Coopération est soutenu par :



Franck FORTUNÉ
Directeur



Marion LERICHE
Chargée de mission
Resp. ant. Poitiers



Magali NOGUES
Chargée de mission
Resp. ant. Bordeaux



Gaël CLABECO
Chargé de mission



Dana KHOURI
Chargée de mission



Khalid CHIHANI
Chargé de mission ODD



Abdoul Aziz KAFANDO
Service Civique international



Jade ALZIEU
Chargée de mission ODD



Marie COIFFARD
Chargée de projet
accompagnement, Congés SI



Kodjo ASSIGBE
Chargée de projet
Communication et Observatoire

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Jean du Bois de Gaudusson
Président



Anick LAPART
Vice présidente



Paul MICHENOT
Président délégué



Daniel BEAUDEUX
Trésorier



Pierre-Jean ROCA
Secrétaire



Christophe NOUHAUD
Administrateur
Membre du bureau



Michel SABATIER
Administrateur
Membre du bureau



Viviane UGOLINI
Administratrice
Membre du bureau



Membre de droit
Représenté par
Isabelle Boudineau



Jean-Luc BENGUIGUI
Administrateur



Liliane DURAND-PRUDENT
Administratrice



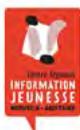
Marie-Laure PERNOT
Administratrice



Jean-Marc DUTRETEAU
Administrateur



Marie MOULENES
Administratrice



Amaud VIRRION
Administrateur



Michel BASTIDA
Administrateur



Jean-Bernard DAMIENS
Administrateur



Jacques RESPAUD
Administrateur



Anne-Marie MICHENAUD
Administratrice



Christian CABRIT
Administrateur



Jean-Philippe FONTENELLE
Administrateur



Patrick GONIN
Administrateur



Mélanie THUILLIER
Administratrice



Marie BOVE
Administratrice



Stéphane TAVALET
Administrateur



Alioune SY
Administrateur



Olivier RAMADOUR
Administrateur



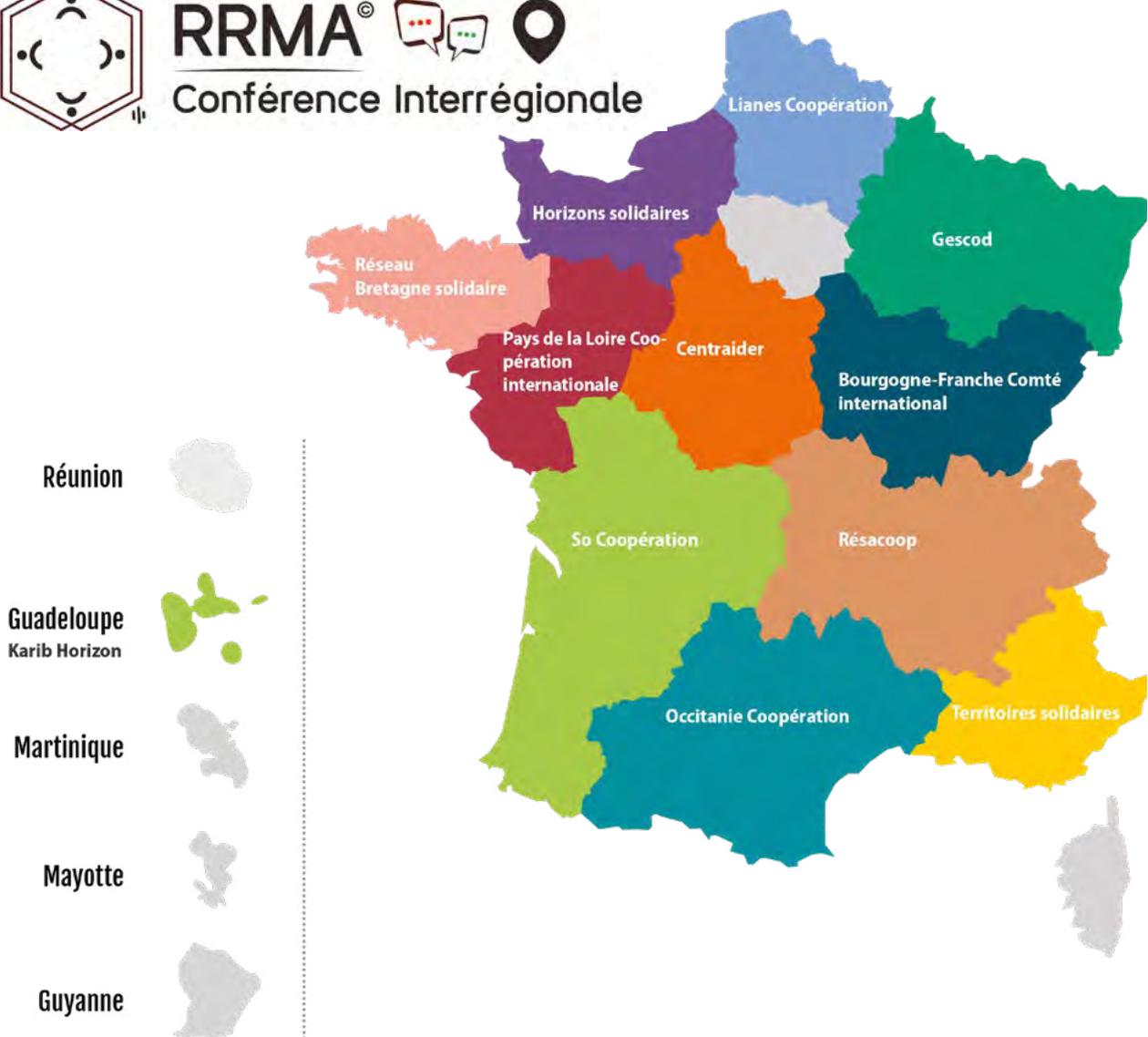
Ghislain BREGÉOT
Administrateur



Delphine JAUSEAU
Administratrice



RRMA[®]  
Conférence Interrégionale



***Cette revue est réalisée
en partenariat avec***



et



ÇA CHAUFFE POUR LA PLANÈTE!

UN LIVRE ET UNE EXPOSITION

Vito (France)
Cartooning for Peace



Dans ce livre, publié dans le cadre de la collection Cartooning for Peace aux éditions Gallimard, les dessinateurs de presse du monde entier tirent la sonnette d'alarme sur l'état de notre planète !

Alors que les États-Unis ont décidé de se retirer de l'accord de Paris sur le climat, et à l'heure où les ressources annuelles de la planète sont épuisées en moins de huit mois, il est bon de s'interroger sur la santé de notre bonne vieille Terre. Cartooning for Peace sensibilise à la question de l'écologie à travers une sélection de 60 dessins de presse internationaux dans un nouvel album. Les différentes rubriques thématiques passeront en revue les enjeux du réchauffement climatique, l'intérêt des énergies renouvelables ou encore les conséquences des catastrophes naturelles.

La préface de cet ouvrage est signée par Yann Arthus-Bertrand, personnalité hautement engagée dans la cause écologiste, notamment à travers ses photographies, ses documentaires et l'action de sa fondation, GoodPlanet.

Cartooning for Peace a créé l'exposition itinérante Ça chauffe pour la planète ! à partir de ce même livre. Elle a déjà été présentée en Andorre en 2019 et le sera prochainement à Toulouse.



Créé en 2006 à l'initiative de Kofi Annan, Prix Nobel de la Paix et ancien secrétaire général des Nations unies, et du dessinateur de presse Plantu, Cartooning for Peace est un réseau international de dessinateurs engagés à promouvoir, par le langage universel du dessin de presse, la liberté d'expression, les droits de l'Homme et le respect mutuel entre des populations de différentes cultures ou croyances. Plus d'info sur www.cartooningforpeace.org